

Devant l'urgence de la situation climatique, la jeunesse se lève et fait appel à l'ensemble de la société pour que nous transformions la menace du réchauffement planétaire en une puissante force de rapprochement des peuples et en un nouveau partenariat intergénérationnel.



La Déclaration de la jeunesse sur le climat

Un monde à réécrire

PRÉSENTATION

La Déclaration de la jeunesse sur le climat est une initiative d'ENvironnement JEUnesse. Elle fait des recommandations politiques sur les engagements que doit prendre la communauté internationale durant la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Copenhague en décembre et les moyens pour les atteindre. De plus, elle présente une vision de la société dans laquelle voudront évoluer les jeunes d'aujourd'hui en 2020. La Déclaration est un outil rassembleur qui, par la force du nombre des signataires, pourra faire porter un message fort de la jeunesse à cette époque critique.

Ce texte a été construit, à l'automne 2009, à partir de propositions des membres d'ENvironnement JEUnesse et repose sur trois principes directeurs : l'équité intergénérationnelle, la solidarité internationale et la responsabilité partagée, mais différenciée. De ces principes découlent trois recommandations principales :

- Plafonner les émissions mondiales de GES d'ici 2015;
- Mettre en place un fonds d'adaptation de 50 milliards USD;
- Réduire les émissions de GES des pays industrialisés de 25 à 40% par rapport à 1990 d'ici 2020 et freiner la croissance des émissions de GES dans les pays en voie de développement par une hausse importante des transferts technologiques.

La Déclaration de la jeunesse sur le climat

Les changements climatiques toucheront toutes les populations, riches et pauvres, dans toutes les régions du globe. La gravité de la situation nous ramène à notre condition d'êtres humains, tous égaux devant le péril environnemental, et doit nous unir plutôt que nous diviser.

Jamais l'humanité n'aura été confrontée à pareils défis et jamais, pour tous les acteurs économiques, politiques et sociaux, le besoin de coordination n'aura été si criant.

Aussi, devant l'urgence de la situation climatique, la jeunesse se lève et fait appel à l'ensemble de la société pour qu'unis nous transformions la menace du réchauffement planétaire en une puissante force de rapprochement des peuples et que nous créions un nouveau partenariat intergénérationnel.

Équité intergénérationnelle

Nous disposons d'à peine dix ans pour agir et empêcher le climat d'atteindre le point de non-retour, c'est-à-dire une hausse de la température mondiale moyenne de 2°C. La planète s'est déjà réchauffée de 0,7°C depuis le début de l'ère industrielle et nous en sentons les effets : hausse du niveau de la mer, fonte des glaciers terrestres, diminution de la superficie des calottes glaciaires, bouleversement des écosystèmes, acidification des océans, etc.

À 2°C de réchauffement, tous ces effets seront multipliés et seront accompagnés de nouveaux dangers : risque d'extinction accru pour 30% des espèces végétales et animales, baisse du rendement agricole dans certaines régions du globe, progression de la sécheresse dans les régions arides, stress hydrique et alimentaire pour des populations entières.

Ces conséquences, bien que dramatiques, l'humanité aurait néanmoins les moyens d'y faire face. Nous disposons de tous les outils en notre possession pour freiner le réchauffement planétaire, mais il faut agir vite et de façon concertée car excéder la barre des 2°C nous ferait entrer dans une zone de réchauffement aux impacts imprévisibles et fort probablement irréversibles.

Il ne s'agit pas d'être optimiste ou pessimiste, mais bien réaliste.

En ce sens, au nom de l'équité intergénérationnelle, NOUS DEMANDONS :

- **Que les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) soient plafonnées en 2015;**
- **Que la communauté internationale s'entende sur une réduction d'au moins 80% des émissions de GES par rapport à 1990 en 2050 afin d'atteindre un seuil d'émission de 8 Gt équiv.-CO₂ par année;**
- **Que le prochain traité climatique soit doté de mesures d'application contraignantes incluant notamment un mécanisme demandant aux pays signataires de consentir à faire un dépôt monétaire, géré par une organisation internationale indépendante, équivalent au prix de la réduction de CO₂ promise sur le marché climatique et remboursé uniquement si les objectifs de réduction des émissions de GES sont atteints.**



Les populations des Pays les moins avancés (PMA) seront les plus directement touchées par les changements climatiques, mais ce sont elles qui ont le moins contribué au réchauffement planétaire. Largement dépendantes de ressources primaires et vivant dans des conditions matérielles déficientes, ces populations pourraient avoir une plus grande difficulté à satisfaire leurs besoins de base. On craint d'ailleurs que les changements climatiques n'entraînent des migrations massives des réfugiés environnementaux.

Conséquemment, au nom de la solidarité internationale, NOUS DEMANDONS:

- **Que les pays industrialisés s'entendent sur le financement d'un fonds d'adaptation aux changements climatiques de 50 milliards USD par année pour permettre aux populations à risque d'affronter un réchauffement potentiel de 2°C;**
- **Que ce fonds soit financé par : 1) un prélèvement sur les crédits d'émissions de GES ou 2) en fonction d'un certain pourcentage du PIB des États industrialisés (investissement direct);**
- **Que les montants investis à travers le fonds d'adaptation ne soient pas soustraits à la promesse faite par les pays développés, dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), d'accroître l'aide au développement à 0,7% de leur PIB d'ici 2015;**
- **Que les pays développés se servent du Mécanisme de développement propre (MDP) - sans que cela n'excède un quart de leurs réductions internes de GES - comme outil complémentaire d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques dans les pays en voie de développement.**



Le tournant du millénaire aura vu naître de grandes économies émergentes et celles-ci auront à partir de maintenant un rôle clé à jouer dans la lutte aux changements climatiques. En imitant certains modes de production polluants du Nord, la Chine, l'Inde, le Brésil et d'autres voient leur poids démographique graduellement transformé en pression climatique. Les prochaines années seront donc critiques : nous devons stopper cette tendance afin que les économies émergentes suivent un chemin de développement propre et durable.

Les pays développés portent encore aujourd'hui une responsabilité historique dans le réchauffement planétaire. Il revient donc principalement à eux, d'assumer le leadership dans la lutte aux changements climatiques, et de favoriser la transition des économies émergentes vers des modes de production plus verts.

Ainsi, au nom du principe de responsabilité partagée, mais différenciée, NOUS DEMANDONS :

- **Que les pays industrialisés réduisent de 25 à 40% leurs émissions de GES par rapport à 1990 d'ici 2020, conformément aux recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de l'ONU;**
- **Que les pays industrialisés, suivant l'exemple de l'Union européenne, s'engagent à ce que 20% de l'électricité qu'ils consomment soit obtenue à partir d'énergies renouvelables;**
- **Qu'un moratoire soit imposé sur la construction de nouvelles centrales thermiques dans les pays développés;**
- **Que les pays industrialisés ayant ratifié le Protocole de Kyoto, mais n'ayant pas atteint leurs objectifs, prennent des engagements similaires aux autres pays en vue de 2020, tout en promettant d'offrir un effort supplémentaire rapide d'ici 2050 pour compenser leur retard passé;**
- **Que les émissions des économies émergentes soient plafonnées d'ici 2020 avec l'aide de transferts technologiques en provenance des pays industrialisés;**
- **Que ces transferts technologiques soient financés à hauteur de 80 à 100 milliards USD à travers notamment le Fonds pour les technologies propres et le Fonds climatique d'investissement stratégique de la Banque Mondiale;**
- **Que de nouveaux mécanismes facilitateurs au sein de l'Organisation mondiale du commerce soient mis en place pour prendre en compte ces transferts technologiques;**
- **Que la communauté internationale, en vue de 2050, se fixe des objectifs de réduction en termes de GES/personne et vise une parité des émissions autour de 1 t équiv.-CO₂/an per capita au maximum (en projetant une population de 9 milliards de personnes).**

Pour conclure, en formulant ces recommandations et en dessinant le contour de ce que pourrait être la société mondiale à l'issue de la prochaine décennie, la jeunesse porte un message d'espoir : elle pourrait être l'héritière d'un monde transformé, non pas par un climat bouleversé, mais par l'avènement d'une nouvelle cohésion du genre humain.

La Déclaration de la jeunesse sur le climat est une réalisation d'ENvironnement JEUnesse.

Coordination : Philippe Joly, vice-président – *politique et communications*

Révision et correction : Céline Bisailon, enseignante de français au CDSL
Amélie Trottier-Picard, présidente



Fondé en 1979 par des jeunes qui voulaient poser des gestes pour amener d'autres jeunes à agir en faveur de l'environnement, ENvironnement JEUnesse (ENJEU) est la voix des jeunes environnementalistes du Québec. ENJEU revendique, pour et avec les jeunes, le pouvoir d'agir sur leur environnement. Il a pour mission de stimuler le développement d'une conscience environnementale et d'une pensée critique auprès des jeunes afin qu'ils exercent des actions citoyennes pour un avenir viable.

declarationjeunesseclimat.org

ENvironnement JEUnesse
454, avenue Laurier Est
Montréal, Québec
H2J 1E7

Téléphone : 514 252-3016
Télécopieur : 514 254-5873
Sans frais : 1 866 377-3016
Site Web : www.enjeu.qc.ca
Courriel : infoenjeu@enjeu.qc.ca